

Art. 8. Les organisations représentatives sont tenues d’informer le Président de la commission de toute modification de statut des membres les représentant à la commission, notamment en ce qui concerne :

- Tout changement de membre effectif ou suppléant;
- Tout changement de statut des membres dans leur organisation (inscription, activité)

Art. 9. Les membres de la commission sont tenus de respecter le règlement d’ordre intérieur de la commission publié sur le site internet de Bruxelles Environnement .

A défaut, le Ministre pourra suspendre ou remplacer le membre de la commission sur proposition de Bruxelles Environnement;

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a l’Environnement dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 janvier 2017.

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée de l’Environnement,
C. FREMAULT

Art. 8. De representatieve organisaties moeten de voorzitter van de commissie op de hoogte brengen van elke wijziging van het statuut van hun leden die in de commissie zetelen, voornamelijk :

- Elke verandering van effectief of vervangend lid;
- Elke wijziging van het statuut van de leden in hun organisatie (inschrijving, activiteit)

Art. 9. De leden van de commissie moeten het huishoudelijk reglement van de commissie naleven dat op de website van Leefmilieu Brussel gepubliceerd is.

Bij gebreke benoemt, schorst en vervangt de minister de leden van de commissie op voorstel van Leefmilieu Brussel;

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 januari 2017.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
belast met Leefmilieu,
C. FREMAULT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31872]

Subvention facultative

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 2016 modifiant l’arrêté du 24 mars 2016, une subvention complémentaire de 37.500 euros est allouée à la commune d’Etterbeek dans le cadre de la coordination du Dispositif d’Accrochage scolaire pour l’année 2016.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31872]

Facultatieve subsidie

Bij besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 oktober 2016 tot wijziging van het besluit van 24 maart 2016 wordt een aanvullende subsidie van 37.500 euro toegekend aan de gemeente Etterbeek in het kader van de coördinatie van het Programma Preventie schoolverzuim voor het jaar 2016.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31871]

Subvention facultative

Par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 novembre 2016 une subvention de 116 280 euros est allouée à l’ASBL « Solidarité » (n° d’entreprise 088 12 60 539) dans le cadre de la formation à une année citoyenne pour l’année 2016-2017.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31871]

Facultatieve subsidie

Bij besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 november 2016 wordt voor het jaar 2016-2017 een subsidie van 116.280 euro toegekend aan de VZW “Solidariteit” (ondernemingsnummer 088 12 60 539) voor de opleiding in het kader van een jaar van burgerschap.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2017/10723]

Cour des comptes. — Nomination d’un conseiller (rôle linguistique néerlandais)

Vu la nomination de Mme Hilde François en qualité de présidente de la Chambre néerlandaise de la Cour des comptes, la Chambre des représentants doit, en application de l’article 1^{er} de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, procéder à la nomination d’un nouveau conseiller au sein de la Chambre néerlandaise.

Conditions de nomination

- être Belge ;
- être âgé d’au moins trente ans ;

- à l’exception des membres du personnel de la Cour titulaires au 1^{er} janvier 1990 d’un grade de niveau 1 (équivalent niveau A), les candidats doivent être porteurs d’un des titres d’enseignement supérieur pris en considération pour l’admission au niveau A dans les services publics fédéraux.

WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2017/10723]

Rekenhof. — Benoeming van een raadsheer (Nederlandse taalrol)

Gelet op de benoeming van mevrouw Hilde François tot voorzitter van de Nederlandse Kamer van het Rekenhof dient de Kamer van volksvertegenwoordigers, met toepassing van artikel 1 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, over te gaan tot de benoeming van een nieuwe raadsheer van de Nederlandse Kamer.

Benoemingsvoorwaarden

- Belg zijn ;
- ten minste dertig jaar oud zijn ;

- met uitzondering van de personeelsleden van het Rekenhof die op 1 januari 1990 een graad van niveau 1 (equivalent niveau A) voeren, moeten de kandidaten houder zijn van één van de titels van hoger onderwijs die in aanmerking worden genomen voor toegang tot niveau A in de federale overheidsdiensten.

Incompatibilités

Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être parents ou alliés entre eux jusqu'au quatrième degré inclusivement. A l'époque de leur première nomination, ils ne peuvent être parents ou alliés au même degré d'un ministre, chef d'administration générale.

Ils ne peuvent être membres de l'une ou de l'autre Chambre législative, ni remplir aucun emploi auquel est attaché un traitement ou une indemnité sur les fonds du Trésor, ni être directement ou indirectement intéressés ou employés dans aucune entreprise ou affaire sujette à comptabilité envers l'Etat.

Les membres de la Cour des comptes ne peuvent exercer, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction ou à l'administration de toute société ou établissement industriel, sous peine d'être réputés démissionnaires.

*Description des tâches**1° Le traitement de dossiers*

Le président de la chambre à laquelle il appartient assigne à chaque conseiller un certain nombre de dossiers. Ceux-ci sont préparés par les fonctionnaires de la Cour des comptes, qui font rapport à la Cour sur les contrôles qu'ils ont effectués et présentent observations et recommandations.

En ce qui concerne le contenu des dossiers, les matières traitées sont diverses.

En premier lieu, ils peuvent avoir trait aux missions traditionnelles de la Cour des comptes à l'égard d'une autorité fédérale ou fédérée, ou d'une personne morale de droit public. Ainsi, le dossier peut se rapporter à un contrôle des comptes ou à un audit thématique. Il peut être le résultat d'un contrôle financier, d'un contrôle de légalité ou d'un contrôle du bon emploi des deniers publics, il peut même avoir pour objet une opération individuelle avec des deniers publics. Le dossier peut tout aussi bien avoir trait à des questions de parlementaires individuels, dans le cadre de leur droit de regard ou d'information, ou à des demandes d'avis de la part des autorités soumises au contrôle.

En outre, les dossiers peuvent également se rapporter aux missions spéciales de la Cour des comptes, comme par exemple la gestion des déclarations de patrimoine et des listes de mandats, le contrôle des dépenses électorales, le contrôle de la comptabilité des partis politiques, le contrôle du comptage des élèves, etc.

Enfin, les dossiers peuvent avoir trait au fonctionnement interne de la Cour des comptes.

2° L'arrêt des comptes des comptables

Dans chaque chambre, un conseiller est chargé d'arrêter les comptes des comptables publics. Le conseiller est désigné, selon le cas, par le premier président ou le président. Le conseiller doit déterminer si les comptes des comptables qui lui sont présentés sont quittes, en boni ou en débet.

3° Statuer à l'encontre des comptables publics et des ordonnateurs délégués

En cas de citation d'un comptable dans le compte duquel un débet a été constaté, la Cour des comptes doit se prononcer en tant que juridiction sur sa responsabilité dans ce débet et, si nécessaire, le condamner à son remboursement.

4° La représentation de la Cour des comptes

Un conseiller est parfois désigné par le collègue pour présenter les contrôles de la Cour des comptes auprès d'une assemblée parlementaire. En outre le cahier fédéral annuel de la Cour des comptes est analysé au sein de la commission parlementaire compétente en présence d'un conseiller de la Cour des comptes.

Un conseiller est parfois invité à représenter la Cour des comptes lors de réunions, journées d'étude ou séminaires, tant en Belgique qu'à l'étranger, lorsque sont traitées des matières qui sont étroitement liées aux tâches de contrôle de la Cour des comptes, ou qui peuvent être pertinentes pour l'exécution de ces tâches de contrôle. Ainsi, un conseiller peut être invité à ces occasions à faire un exposé, ou à participer en tant qu'observateur.

5° Siéger dans un collège de commissaires

Un conseiller peut être désigné par la Cour des comptes pour faire partie d'un collège de commissaires dans une entreprise publique autonome ou une société anonyme de droit public. Ce collège de commissaires contrôle la situation financière, le compte annuel et la régularité – du point de vue de la loi et du statut organique – des opérations qui doivent être reprises dans le compte annuel de la société. Le rapport annuel de ce collège détermine entre autres si le compte annuel donne une image fidèle des avoirs, de la situation financière et des résultats de la société.

Onverenigbaarheden

Tussen de leden van het Rekenhof mag geen bloed- of aanverwantschap bestaan tot de vierde graad inbegrepen. Ten tijde van hun eerste benoeming mag geen bloed- of aanverwantschap in een van de bedoelde graden bestaan tussen hen en een minister, hoofd van algemeen bestuur.

Zij mogen geen lid zijn van een der Wetgevende kamers, geen bediening vervullen waaraan een wedde of vergoeding ten laste van de Staatskas is verbonden en rechtstreeks noch zijdelings belang hebben bij of in dienst zijn van enige onderneming of zaak die rekenplichtig is tegenover de Staat.

De leden van het Rekenhof die, hetzij persoonlijk, hetzij onder de naam van hun echtgenote of door enig ander tussenpersoon, enigerlei handel drijven, als zaakwaarnemer optreden of aan de leiding of het bestuur van een vennootschap of nijverheidsonderneming deelnemen, worden geacht ontslag te nemen.

*Taakomschrijving**1° De behandeling van dossiers*

Elke raadsheer wordt een aantal dossiers toegewezen door de voorzitter van de kamer waarvan hij deel uitmaakt. De dossiers worden voorbereid door de ambtenaren van het Rekenhof, die over de door hen verrichte controles rapporteren aan het hof en opmerkingen en aanbevelingen voorstellen.

Wat de inhoud van deze dossiers betreft, zijn de behandelde materies divers.

Ten eerste kunnen ze betrekking hebben op de traditionele opdrachten van het Rekenhof ten aanzien van een federale of regionale overheid of publiekrechtelijke rechtspersoon. Zo kan het dossier zowel over een rekeningencontrole als een thematische audit handelen. Het kan het resultaat zijn van een financiële controle, een wettigheidcontrole of een controle van de goede besteding van overheidsmiddelen, of zelfs betrekking hebben op een individuele verrichting met overheidsmiddelen. Evengoed kan het dossier betrekking hebben op vragen om inzage of informatie vanwege individuele parlementsliden of op adviesvragen vanwege de gecontroleerde overheden.

Daarnaast kunnen de dossiers eveneens betrekking hebben op bijzondere opdrachten van het Rekenhof, zoals bijvoorbeeld het beheer van de vermogensaangiften en mandatenlijsten, de controle op de verkiezingsuitgaven, de controle op de boekhouding van de politieke partijen, de controle op de leerlingentellingen, enz.

Tenslotte kunnen de dossiers betrekking hebben op de interne werking van het Rekenhof.

2° Het afsluiten van rekeningen van rekenplichtigen

In elke kamer staat één raadsheer in voor het afsluiten van de rekeningen van de openbare rekenplichtigen. De raadsheer wordt daartoe aangewezen door, naargelang het geval, de eerste voorzitter of de voorzitter. De raadsheer moet vaststellen of de hem voorgelegde rekeningen van rekenplichtigen effen zijn, een tegoed vertonen of met een tekort afsluiten.

3° Rechtspreken ten aanzien van openbare rekenplichtigen en gedelegeerde ordonnateurs

Bij dagvaarding van een rekenplichtige in wiens rekening een tekort werd vastgesteld, moet het Rekenhof als rechtscollege uitspraak doen over de aansprakelijkheid van de rekenplichtige voor dit tekort, en hem zo nodig veroordelen tot het terugbetalen ervan.

4° Het vertegenwoordigen van het Rekenhof

Een raadsheer wordt soms aangewezen door het college om onderzoeken van het Rekenhof toe te lichten bij een wetgevende vergadering. Daarnaast wordt het jaarlijkse federale Boek van het Rekenhof in aanwezigheid van een raadsheer van het Rekenhof besproken in de bevoegde parlementaire commissie.

Een raadsheer wordt soms gevraagd het Rekenhof te vertegenwoordigen op bijeenkomsten, studiedagen of seminaries in binnen- en buitenland waar materies aan bod komen die nauw gelinkt zijn met de eigen controletaken van het Rekenhof of relevant kunnen zijn voor het uitvoeren van deze controletaken. Zo kan een raadsheer worden gevraagd bij deze gelegenheden een voordracht te houden of als waarnemer eraan deel te nemen.

5° Zetelen in een college van commissarissen

Een raadsheer kan door het Rekenhof worden aangewezen om deel uit te maken van een college van commissarissen in een autonoom overheidsbedrijf of een naamloze vennootschap van publiek recht. Dit college van commissarissen controleert de financiële toestand, de jaarrekening en de regelmatigheid – vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut – van de verrichtingen die moeten worden opgenomen in de jaarrekening van de vennootschap. Het jaarlijks verslag van dit college bepaalt onder andere of de jaarrekening een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de resultaten van de vennootschap.

6° Remplacement des greffiers

Lors des séances des chambres et en vue de la préparation des affaires qui doivent être présentées aux chambres, les greffiers absents ou empêchés sont remplacés dans leur fonction par le conseiller le plus récemment nommé de leur chambre.

Rémunération

Conformément à l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes, le traitement de conseiller est assimilé à celui de conseiller d'Etat.

Candidatures

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées, par lettre recommandée, au plus tard le 30e jour qui suit celui de la présente publication, au Président de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents prouvant qu'il est satisfait aux conditions de nomination précitées (nationalité, âge et diplôme).

Les candidats dont la candidature aura été jugée recevable, seront entendus en sous-commission "Cour des Comptes" de la commission des Finances et du Budget.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du secrétariat général de la Chambre des représentants, tél. : 02/549.84.21 ou courriel : secretariat.general@lachambre.be

6° Vervanging van de griffiers

Tijdens de vergaderingen van de kamers en met het oog op de voorbereiding van de aangelegenheden die aan de kamers moeten worden voorgelegd, worden de griffiers ingeval van afwezigheid of verhindering in hun functie vervangen door de laatstbenoemde raadsheer van hun kamer.

Bezoldiging

Overeenkomstig artikel 1 van de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof wordt de wedde van raadsheer gelijkgesteld met de wedde van staatsraad.

Kandidaatstelling

De kandidaturen, met curriculum vitae, dienen binnen de dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

Bij de kandidaturen dienen de stukken te worden gevoegd die bewijzen dat aan de hogervermelde benoemingsvoorwaarden (nationaliteit, leeftijd en diploma) is voldaan.

De kandidaten van wie de kandidatuur ontvankelijk wordt verklaard, zullen worden uitgenodigd op een hoorzitting in de subcommissie "Rekenhof" van de commissie voor de Financien en de Begroting.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel.: 02/549.84.21, e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be

CONSEIL D'ETAT

[C – 2017/10762]

Avis prescrit par l'article 3^{quater} de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat

La SA SHANKS Valorisation & Quarry a demandé l'annulation des articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2016 adoptant définitivement la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation pour la réalisation d'un échangeur routier sur le territoire de la Commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* du 22 novembre 2016.

Cette affaire est inscrite au rôle sous le numéro G/A 221.286/XIII-7.917.

Pour le Greffier en chef,
Chr. Stassart,
Secrétaire en chef.

RAAD VAN STATE

[C – 2017/10762]

Bericht voorgeschreven bij artikel 3^{quater} van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State

De nv SHANKS Valorisation & Quarry heeft de nietigverklaring gevorderd van de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse regering van 6 oktober 2016 tot definitieve aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de aanleg van een verkeerswisselaar op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais).

Dat besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 november 2016.

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A 221.286/XIII-7.917.

Voor de Hoofdgriffier,
Chr. Stassart,
Hoofdsecretaris.

STAATSRAT

[C – 2017/10762]

Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 3^{quater} des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates

Die SHANKS Valorisation & Quarry AG hat die Nichtigklärung der Artikel 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2016 zur endgültigen Verabschiedung der Teilrevision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und einer Reservefläche für die Schaffung eines Straßenknotens auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais) beantragt.

Dieser Erlass wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. November 2016 veröffentlicht.

Diese Sache wurde unter der Nummer G/A 221.286/XIII-7.917 in die Liste eingetragen.

Für den Chefgraffier,
Chr. Stassart,
Hauptsekretär.